Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FranceAgriMer

cerfa

N°15367*01

FONDS D'ALLÈGEMENT DES CHARGES A DESTINATION DES ELEVEURS
DANS LE CADRE DU PLAN DE SOUTIEN A L'ÉLEVAGE FRANCAIS

Règlement N°1408/2013 de la commission du 18/12/2013

Décision de FranceAgriMer INTV-GECRI-2015-44 du 14/08/2015

Avant de remplir ce formulaire, veuillez vous reporter à la notice explicative N° Cerfa 51992
Veuillez envoyer votre demande à la DDT du siège de votre exploitation
Au plus tard le 30 décembre 2015 **(paiement anticipé si dépôt avant fin septembre)**

N° SIRET : |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__|__ |__ |__ |
|

DEMANDEUR INDIVIDUEL

Nom : _____ ; Prénom : _____

Date de naissance : _____

Adresse : _____

Code postal : |__|__|__|__|__| Commune : _____

Bénéficiez-vous du statut de récent installé (**): oui : ☐ non : ☐ Si oui, veuillez préciser une date d'installation : ...../...../.....

DEMANDEUR EN SOCIÉTÉ

Raison sociale : _____

Adresse : _____

Code postal :__|__|__|__|__| Commune : _____

Forme juridique : Veuillez cocher la case correspondante à votre situation et compléter le tableau ci-dessous

GAEC ☐ Précisez le nombre d'associés : |__ | EARL : ☐ Autres ☐ Veuillez préciser :

Nom et prénom des associés (*)	N° PACAGE	Date de naissance	Date d'installation si récent installé(**)

(*) Pour les GAEC, indiquer uniquement les associés demandant l'aide. Chaque associé devra compléter sa propre attestation de minimis (annexes 1 et 1 bis de la notice explicative cerfa N° 51992)

(**) Récent installé : exploitant installé, avec ou sans aide, après le 1er juillet 2009

Capital directement détenu à plus de 50 % par des associés exploitants agricoles à titre principal oui ☐ non ☐

COORDONNÉES DE LA PERSONNE À CONTACTER

Nom: _____ ; Prénom : _____

Tél fixe : |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__ | ; Mobile : |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__ |__ |

Mél : _____

CRITÈRES DE PRIORISATION

TAUX DE SPÉCIALISATION

Productions	Chiffres d'affaires du dernier exercice clos le : ...../...../.....	Taux de spécialisation
A) Chiffre d'affaires total	_____€	
B) Chiffre d'affaires production de porcs	_____€	
C) Chiffre d'affaires production de bovins-viande	_____€	
D) Chiffre d'affaires production de bovins-lait	_____€	
E) Chiffre d'affaires production ovins/caprins	_____€	
F) Total chiffre d'affaires élevage selon 1er critère de priorisation retenu (B + C + D + E)	_____€	_____% (F/A)
G) Total chiffre d'affaires filières en difficulté selon 2ème critère de priorisation retenu (B + C + D)	_____€	_____% (G/A)

EXPLOITATION SOUMISE AU FORFAIT

☐ Oui ☐ Non

TAUX D'ENDETTEMENT

Taux d'endettement : rapport entre les annuités des prêts professionnels (long, moyen et court terme), hors foncier, et l'excédent brut d'exploitation (EBE), apprécié au regard du dernier exercice comptable clos, validé par un centre de gestion agréés ou un expert comptable.

Pour les exploitations au forfait, en l'absence de données permettant de le calculer, l'EBE peut-être évalué à 40 % du chiffre d'affaires, dûment justifié.

Annuités Court Moyen Long terme des prêts bancaires 2015 _____€

EBE du dernier exercice clos (N) _____€

RATIO ANNUITES/EBE _____%

CRITERE DE BAISSE D'ACTIVITE

UNIQUEMENT POUR LES ELEVAGES BOVINS VIANDE ET PORCINS

Calcul du taux de perte de l'EBE :

(EBE N – EBE N-1) / EBE N-1 : _____%

Ou, si le taux de perte ci-dessus n'est pas supérieur à 12%

Calcul de l'EBE moyen des 5 derniers exercices = EBE des 5 exercices précédents en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse.

Renseigner OBLIGATOIREMENT les 5 années.

Dans le cas où une ou plusieurs années sont manquantes (nouvel installé….), veuillez justifier :

EBE exercice N-5	EBE exercice N-4	EBE exercice N-3	EBE exercice N-2	EBE exercice N-1	EBE moyen

➔ (EBE N – EBE moyen) / EBE moyen = _____%

CRITERE DE BAISSE D'ACTIVITE (SUITE)

UNIQUEMENT POUR LES ELEVAGES PORCINS NAISSEURS OU NAISSEURS ENGRAISSEURS

EBE par truie : le calcul précédent de baisse de l'EBE doit être ramené aux nombre de truies présentes (source comptabilité de l'exploitation ou BDPorc), sur les années considérées,

Nombre de truies exercice N-5	Nombre de truies exercice N-4	Nombre de truies exercice N-3	Nombre de truies exercice N-2	Nombre de truies exercice N-1	Nombre de truies moyen sans extrêmes

➔ (EBE du dernier exercice clos par truie – EBE N-1 par truie) / EBE N-1 par truie = _____%

Ou

➔ (EBE du dernier exercice clos par truie – EBE moyen par truie) / EBE moyen par truie = _____%

UNIQUEMENT POUR LES ELEVAGES BOVINS LAITIERS

Baisse de prix du lait des 6 premiers mois de 2015 par rapport aux 6 premiers mois de 2014 :

	CA vente de lait (€)	Volume lait livré (l)	Prix moyen du lait (€/l)
1er semestre 2014			
1er semestre 2015			

➔ (prix moyen du lait 2015 – prix moyen du lait 2014) / prix moyen du lait 2014 = _____%

Nom de la laiterie : _____

➔Total des dettes du bilan du dernier exercice clos (bancaires CLMT horc compte courants associés, fournisseurs...) = _____ €

➔Production laitière du dernier exercice clos = _____ l

➔Dette par litre de lait produit = _____ €/l

CERTIFICATION DES DONNÉES COMPTABLES

Données fournies par un centre comptable	Données non certifiées par un centre comptable (cas uniquement des exploitations au forfait ne possédant pas de Centre de Gestion) Fournir des documents pour justifier les valeurs renseignées dans les tableaux ci-dessus : déclaration TVA, remboursement forfaitaire agricole, …)
Nom du centre comptable et du comptable responsable : J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus Signature et cachet du centre comptable :	J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus Signature et nom de l'exploitant demandeur :

INVESTISSEMENTS RECENTS

A ne remplir que si vous avez êtes dans le cas d'un investissement récent : cela concerne les exploitations qui depuis le 01 juillet 2012 ont réalisé des investissements en matière de foncier, de bâtiments ou de cheptel.

Veuillez préciser le type d'investissement:_____

Montant de l'investissement : _____€

Le type d'aide publique (PMBE, PPE, PVE…) :_____

Préciser l'année de dépôt de la demande : _____

Montant du (des) prêt(s) professionnel(s) à long et moyen terme : _____€

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom)* : _____

- demande à bénéficier d'une aide à l'allègement des charges financières à destination des éleveurs dans le cadre du plan de soutien à l'élevage français.

- Atteste sur l'honneur
  - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
  - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
  - avoir pris connaissance de la décision du Directeur général de FranceAgrimer INTV-GECRI-2015-44 du 14/08/2015
  - être à jour de mes obligations fiscales et sociales,
  - n'avoir fait qu'une seule demande d'aide dans le cadre de cette mesure,
  - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
  - que mon entreprise n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal,
  - être informé que le plafond des aides de minimis est limité à 15 000 € par exploitation au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement de minimis agricole ») publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

- m'engage à :
  - à fournir à la DDT les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier,
  - autoriser mon (mes) établissement(s) de crédit(s) et mon centre comptable à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier,
  - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
  - accepter et faciliter les contrôles.

- autorise la DDT à communiquer les éléments du présent dossier et mes coordonnées bancaires:
  - aux collectivités territoriales qui souhaiteraient s'inscrire dans un dispositif d'aide complémentaire au PSE,
  - à ma caisse de Mutualité sociale agricole dans le cadre des aides aux paiements des cotisations du PSE,
  - à la Direction générale des finances publiques (DGFIP) dans le cadre des aides fiscales du PSE.

- autorise la DGFIP à communiquer à la DDT les informations nécessaires dans le cadre de la vérification des aides de minimis.

- autorise ma laiterie à communiquer à la DDT les prix et volume des livraisons de lait sur les 1ers semestres 2014 et 2015,

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.

L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE A LA PRÉSENTE DEMANDE

Je joins à la présente demande les pièces justificatives dont je coche la case correspondante ci-dessous.

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
Cas des exploitations agricoles avec données comptables certifiées par un centre de gestion agréé ou un expert comptable : - Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur avec les données comptables (ou données comptables annexées au formulaire) certifiées (signature, qualité du signataire et cachet).	☐	☐
Cas des exploitations au forfait fiscal dont les données comptables ne sont pas certifiées par un centre de gestion ou un expert comptable : - Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur, comportant les données comptables (pages 2 et 3 du formulaire), accompagné des documents permettant de justifier les valeurs renseignées dans le formulaire de demande, - Notification du régime de bénéfice forfaitaire par l'administration, - Déclaration sur l'honneur attestant du régime de bénéfice forfaitaire de l'exploitation	☐	☐
Attestation signée par le demandeur dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « de minimis » agricole pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (annexe n°1 de la notice explicative Cerfa N°51992)	☐	
Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlement de minimis entreprise, de minimis pêche ou de minimis SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (annexe n°1 bis de la notice explicative Cerfa N°51992)	☐	☐
Le cas échéant, le pouvoir (annexe 2 de la notice explicative Cerfa N°51992)	☐	☐
Relevé d'identité bancaire ou IBAN au nom du demandeur (exploitant individuel ou société)	☐	
Extraction de l'annuité 2015, détaillée par prêt, précisant : - la nature, la durée, les intérêts et le capital, selon le modèle en annexe 3 de la notice explicative Cerfa N°51992, - le nom du demandeur Ces éléments doivent être certifiés par l'établissement bancaire (le nom, la signature, la qualité du signataire ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables).	☐	
Le cas échéant, pour les récents installés, un document justifiant de la date de l'installation (attestation MSA, certificat de conformité « aides à l'installation des JA »…)	☐	☐

Fait à_____, le_____(obligatoire)

Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

À L'USAGE DE FRANCEAGRIMER – NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION

N° DOSSIER : _____ DATE DE RÉCEPTION : |__ |__ |/|__ |__ |/|__ |__ |__|__ |